

BIOGRAPHIES & MYTHES HISTORIQUES

LES MARÉCHAUX D'EMPIRE

Une épopée française



Ivan Burel

ellipses

LES MARÉCHAUX
D'EMPIRE
UNE ÉPOPÉE FRANÇAISE

Ivan BUREL



Dans la collection « Biographies et mythes historiques »

Derniers titres parus

Le Saint Empire romain germanique - Mille ans d'histoire impériale, Danielle BUSCHINGER

Les Guerres gauloises - 58 av. J.-C.-69 apr. J.-C., Alain DEYBER

Joffre - Un maréchal en République, Alexandre LAFON

Louis XV, Frédéric BIDOUZE

Claude - Le premier empereur romain?, Jérôme KENNEDY

Spartacus - Le gladiateur aux mille visages. De l'Antiquité au monde contemporain, Rita COMPATANGELO-SOUSSIGNAN

Jules Verne, Arnaud COUTANT

Rousseau, François JACOB

Marc Antoine, Agnès GROSLAMBERT

Les femmes à Versailles - XVII^e-XVIII^e siècles, Aude PÉRAUD-ROUSSELET

Marc Aurèle, Philippe ROY

Champollion - Le savant qui a fait parler l'ancienne Égypte, Karine MADRIGAL

Walt Disney - Le magicien de l'innovation, Cédric GUILLAUME

Marguerite de Valois - La reine Margot, Alain JOBLIN

Les impératrices romaines - Opprimées, rebelles, émancipées (27 avant J.-C.-235 après J.-C.), Pierre FORNI

Jacques I^{er} Stuart, Sabrina JUILLET GARZÓN

George Sand, Audrey PENNEL

Les ducs de Bourgogne, Jean-Pierre DUTEIL

Les armées gauloises et celtiques - VI^e siècle av. J.-C.-I^{er} siècle ap. J.-C., Alain DEYBER

Jules Ferry, Paul BAQUIAST, Bertrand SABOT

Retrouvez l'intégralité de la collection sur notre site



Conception graphique couverture : Éric Vigier

Mise en pages : PCA

ISBN 9782340-123588

Dépôt légal : novembre 2026

©Ellipses Édition Marketing S.A.

8/10 rue la Quintinie 75015 Paris



Le Code de la propriété intellectuelle et artistique n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.editions-ellipses.fr

*Dédié à mon grand-père, Claude Guillemin,
passionné de la période impériale*

INTRODUCTION

« Si je parle le jargon du peuple, c'est que j'en suis du peuple, et en belle compagnie encore ! Avec Masséna qui était marchand d'huile, Bessières perruquier, Ney tonnelier, Lannes teinturier, et le brave Murat présentement votre époux qui était valet chez son père aubergiste, si bien que de ceux qui l'appellent aujourd'hui "majesté", beaucoup ont pu lui crier autrefois "Eh garçon, change donc mon assiette !" » Catherine Hubscher, duchesse de Danzig, femme du maréchal Lefebvre – jouée par Arletty – réplique vertement aux sœurs hautaines de Napoléon Bonaparte dans cet extrait du film *Madame Sans-Gêne* : les maréchaux de l'Empereur sont d'origine tout aussi plébéienne qu'elle.

Cette tirade nous rappelle un certain portrait imaginé des officiers d'Empire : partis de rien, ayant obtenu par la seule bravoure et les capacités martiales leur place dans le panthéon des braves. En d'autres termes, les symboles de la méritocratie napoléonienne et de l'égalité garantie par 1789. C'est la phrase « Rappelez-vous qu'il n'est aucun d'entre vous qui n'ait dans sa giberne le bâton de maréchal du duc de Reggio » qui est souvent évoquée pour décrire leur carrière exceptionnelle de 1792 à 1815.

Mais, on oublie trop souvent que cette phrase ne fut pas de l'Empereur, ni même prononcée sous l'Empire. C'est Louis XVIII, roi Bourbon et frère de Louis XVI, qui la déclame en 1819 auprès des officiers de l'école militaire, désignant le maréchal Oudinot qui était, lui, un ancien combattant de l'Empire. Il ne s'adresse pas alors à des jeunes gens issus des milieux les plus modestes, mais à une majorité de fils de la noblesse. Les maréchaux d'ailleurs n'appartenaient pas tous aux classes populaires.

On compte un seul fils de paysan et deux autres issus de milieux défavorisés. S'il y a parmi eux quelques représentants de grandes familles, la majorité s'est recrutée dans la petite noblesse, les familles commerçantes

et la classe moyenne. Et contrairement à ce qu'affirme Madame Sans-Gêne, Bessières n'était pas perruquier, il portait une perruque à la mode de l'Ancien Régime, avec des manières et une élégance qui n'étaient pas celles d'un Masséna. Son père était chirurgien et il était son assistant avant la Révolution.

Chaque maréchal a eu droit à ses biographies, aux portraits élogieux et d'ailleurs aux nombreuses controverses plus ou moins partisans sur leurs faits d'armes, loyauté à l'égard de Napoléon, valeur martiale ou encore sur leur vie privée. De même, des anthologies scientifiques de grande qualité ont été écrites, depuis le *Dictionnaire des maréchaux du Premier Empire* de Jacques Jourquin au recueil de biographies sous la direction de François Houdecek, en passant par le livre de Walter Bruyère-Ostells¹.

Cette abondance d'écrits nous rappelle que cette histoire continue de passionner, au-delà même des spécialistes. Ayant lancé depuis le début de l'année 2025 une chaîne de vulgarisation en ligne, j'ai pu constater l'engouement pour les faits d'armes impériaux et l'épopée napoléonienne, avec aussi son lot d'idées reçues sur ces mêmes officiers supérieurs. De ce fait, l'ouvrage s'adresse à ce public, qu'il soit un connaisseur de l'époque impériale ou bien qu'il découvre cette épopée. Il s'agit de proposer des vignettes de vies, des instants pour comprendre un parcours, des choix et des actions au sein de l'Europe impériale. J'ai voulu proposer, dans la logique de ces vidéos en ligne, une vulgarisation pour un large lectorat, éclairée à partir des recherches scientifiques sérieuses.

Car la légende dépasse souvent la réalité, particulièrement en ce qui concerne les guerres de l'Empire. La dignité de maréchal de France n'a pas attendu Napoléon, cependant les maréchaux nommés par l'Empereur semblent faire oublier le maréchalat antérieur. De 1804 à 1815, vingt-six reçurent ce bâton. Apparue sous Philippe Auguste cette charge domestique

1 Sans être exhaustive, on peut faire une liste de certaines anthologies parues : Walter Bruyère-Ostells, *Les Maréchaux d'Empire : Les paladins de Napoléon*, Perrin, 2021 ; Louis Chardigny, *Les maréchaux de Napoléon*, Tallandier, 1977 ; Jean-Claude Demory, *Maréchaux d'Empire*, EPA, 2008 ; Jacques Jourquin, *Dictionnaire des maréchaux du Premier Empire : dictionnaire analytique statistique et comparé des vingt-six maréchaux*, Christian/Jas, 1999 ; François Houdecek (dir.), *Maréchaux d'Empire. La gloire pour destin*, Passés Composés, 2023.

auprès du roi, devenue progressivement fonction militaire, fut assumée par 198 maréchaux de France de Louis XII à Louis XVI. Leur renommée est pourtant obscurcie par ces vingt-six.

Les faits d'armes de l'Ancien Régime n'ont certes rien à envier aux maréchaux de l'Empire, selon leur titre officiel (et non « maréchal d'Empire »). Mais avec les vingt-six maréchaux de Napoléon, une nouvelle page de l'Histoire de France s'est écrite, avec des parcours inenvisageables quelques années plus tôt : un sergent devient duc, un fils de tonnelier prince, un fils d'aubergiste roi. Des exceptions, peut-être, mais de haute volée...

Ainsi, ce livre s'entend comme une synthèse, une chronique permettant au fil des grandeurs et ombres de ces personnages de construire un récit de cette période. Car ils ne furent pas uniquement des militaires participant aux victoires – et défaites – de l'Empire. Ils servirent d'abord la République, Jourdan et Masséna pouvant à juste titre être considérés comme les sauveurs de la Révolution. Si Bonaparte n'avait pas réalisé le 18 Brumaire, Bernadotte ou Augereau auraient pu être l'homme providentiel, le général s'emparant du pouvoir. Ils furent des militaires, mais aussi des rois, princes, diplomates, courtisans, administrateurs et gouverneurs des marches de cet Empire qui se réclamait de Charlemagne. Ils se battirent au nom de la République, de l'Empire... et du roi, nombre d'entre eux ayant abandonné la bannière tricolore pour l'étendard fleurdelisé.

Ce n'était pas un bloc homogène, d'ailleurs beaucoup se détestaient : la rivalité pour la grâce impériale pouvait ruiner la collaboration sur le champ de bataille, comme leur performance en Espagne le montra. Ces hommes étaient des caractères sans commune mesure, certains étaient des stratèges, d'autres des sabreurs avec des compétences limitées si on les mettait à la tête d'une armée. Un Davout capable de vaincre à lui seul l'armée prussienne n'était pas un Ney qui était souvent dépassé dès qu'il n'y avait plus d'une division à commander. Cependant, ensemble, ils surent faire des prodiges sous le regard de l'Empereur et conquièrent l'Europe pour lui, avant de la perdre à ses côtés.

Car, au-delà de leurs qualités et caractères si divers, il y avait bien quelque chose que tous avaient en commun : la bravoure.

I

**SOLDATS
DE LA RÉVOLUTION,
1792-1804**

CHAPITRE 1

DES PORTRAITS DE FRANCE EN 1789

Commencer une carrière par des actes répétés d'insubordination ne semble pas être le meilleur moyen de s'attirer les bonnes grâces de ses supérieurs. Rajoutons l'antagonisme de la majorité des officiers du régiment, se retrouver en cellule pour avoir pris le parti de ses hommes et enfin passer pour la bête noire de l'unité... Pourtant le sous-lieutenant Nicolas D'Avout, jeune officier du régiment Royal-Champagne cavalerie depuis 1788, qui semble voué à une mise à l'écart précipitée dès 1789, n'en a pas fini avec la chose militaire.

De noblesse bourguignonne, servant dans le régiment de son père, et de son grand-père avant lui, il fut amené par la Révolution à rejoindre une nouvelle cause et abandonna la particule familiale : il sera désormais le citoyen Davout, animant un club politique dans le régiment. Ses homologues, hostiles au vent nouveau qui soufflait sur le pays, devinrent vite des adversaires. Lors d'un toast porté à la santé du roi par un des officiers de son régiment, il contre-attaqua, et porta le sien à la santé de la nation... C'était alors une preuve publique de soutien aux réformes en cours, face aux officiers qui eux, par leurs titres de noblesse, considéraient leur position privilégiée en danger. On échappa de peu au duel à cette occasion, mais il n'en sortit pas moins avec une réputation de fauteur de troubles au sein de l'unité. Et ce n'était qu'un début.

En avril 1790, une mutinerie éclata à Hesdin parmi des sous-officiers de son régiment, protestant contre une mutation annoncée. L'heure était en effet à l'insubordination généralisée chez les hommes du rang et de nombreux sous-officiers, contre la discipline attendue d'eux et la morgue aristocratique de leurs supérieurs, qui n'était plus à l'ordre du jour depuis 1789. Davout l'avait compris et son attitude lui gagna l'estime de ses hommes où sa réputation grandit proportionnellement à l'hostilité de sa hiérarchie envers lui. Davout devint un porte-parole puis en août survinrent de nouveaux désordres régimentaires, qu'il soutint encore une fois¹. Et c'était le coup d'éclat de trop.

Il fut arrêté puis conduit à la citadelle d'Arras le 21 août. Les soldats du régiment firent alors campagne pour sa libération, rejoints par les députés jacobins sympathisants. Sa mère joua aussi un rôle concret car elle avait épousé le député Louis Turreau, un ami de la famille. La hiérarchie militaire céda mais à sa libération on lui fit bien comprendre qu'il n'était plus le bienvenu et que, pour le bien de toutes les parties concernées, il ferait mieux de se retirer en ses terres. À ce moment, Davout obéit et donna sa démission, revenant en Bourgogne.

Les futurs lieutenants de l'Empereur n'étaient pas tous ces fortes têtes aristocratiques et ardentes comme Davout, elles étaient une mosaïque de Français de conditions diverses, confrontés à un bouleversement politique sans précédent. Dans une France majoritairement rurale, un seul pourtant fut un fils de paysan, Jean Lannes. À la Révolution plusieurs profils émergèrent, avec une part majoritaire de militaires ou ayant servi sous les drapeaux du roi.

Parmi les officiers nobles, on trouvait des cadres expérimentés. Jean-Mathieu Philibert Sérurier servait depuis la guerre de Sept Ans. Lieutenant dès 1755, à 13 ans, il eut une carrière certes honorable mais loin d'être exceptionnelle, après tout, il était seulement colonel à la Révolution. Comme Davout il fut concerné par une mutinerie régimentaire, lui toutefois en était la cible et non un instigateur... Commandant du 70^e régiment stationné à Perpignan, les troubles éclatant dans l'unité et

1 Maurice Genty, « La mutinerie du Royal-Champagne à Hesdin en 1790 : l'armée royale et la lutte des partis au début de la Révolution », *Revue du Nord*, n° 282-283, p. 763.

qu'il tenta de réprimer, ses titres et l'hostilité des républicains lui valaient la réputation d'un partisan de l'Ancien Régime.

François Étienne Christophe Kellermann s'était également engagé à un jeune âge, à 15 ans. Son grade de maréchal de camp atteint en 1788 et la croix de Saint-Louis témoignaient d'un long service, avec un notable fait d'armes à son actif. Pendant le partage de la Pologne de 1772 il avait servi, en tant que capitaine de hussards, dans les troupes assistant la confédération de Bar, une ligue polonaise opposée au dépeçage du pays aux mains de ses voisins. Par une retraite audacieuse en traversant la Vistule en janvier 1772, Kellermann avait réussi à préserver son unité de l'armée russe à sa poursuite, mais sans autres accomplissements remarquables dans sa carrière.

Bien plus riche était la carrière de Louis-Alexandre Berthier, fils d'un lieutenant-colonel qui avait suivi la voie paternelle en devenant officier de génie. Servant dans l'état-major de Rochambeau pendant la guerre d'Indépendance américaine, remarqué pour son professionnalisme et ses capacités d'organisation, il fut décoré de la croix de Saint-Louis, et présenté au roi de Prusse Frédéric II ainsi qu'à l'empereur Joseph II, en tant qu'officier de l'état-major créé par Custine. En 1789, il avait atteint le même grade que son père, avec une solide réputation derrière lui.

Certes, tous les officiers n'avaient pas ce long parcours. Ainsi, Auguste Frédéric Louis Viesse de Marmont, fils d'un officier noble, n'était sorti que depuis peu de l'école d'artillerie de Chalons et demeurait lieutenant en second. Bon-Adrien Jannot était aussi lieutenant, dans la gendarmerie toutefois, une exception parmi l'ensemble des futurs maréchaux. Plus jeune, il s'était échappé du domicile familial pour rejoindre l'armée puis avait demandé son congé. Fils d'un avocat au parlement de Besançon, il reprit brièvement des études de droit avant de comprendre que la carrière civile n'était pas faite pour lui. Il récidiva donc et choisit la gendarmerie. Plus connu sous le patronyme de Moncey, du nom du village familial, il fut tout aussi ardent que Davout dans son enthousiasme pour la Révolution, d'autant plus que ses origines l'empêchaient de prétendre à un grade plus élevé.

Étienne Jacques Joseph Alexandre Macdonald était un sous-lieutenant du régiment irlandais de Dillon, parmi les nombreuses troupes étrangères au service du roi. Macdonald était issu d'une lignée de jacobites

écossais, ces partisans de la dynastie des Stuart, émigrés en France et avec un solide contentieux contre la maison britannique de Hanovre. Il s'avéra d'ailleurs, lui aussi, un officier d'exception à sa façon, car dans son régiment presque l'intégralité avait choisi une nouvelle fois d'émigrer, cette fois en quittant au plus vite la France révolutionnaire. Lui resta en France, ce choix fut notamment motivé par la perspective d'épouser une Mademoiselle Jacob.

Emmanuel de Grouchy, marquis de son état, était engagé depuis 1780 et restait sous-lieutenant dans les gardes écossaises, ces troupes prestigieuses de la maison royale protégeant le souverain. De vieille noblesse, ce grade de sous-lieutenant dans ce régiment équivalait à celui de lieutenant-colonel dans l'infanterie de ligne. Il accueillit pourtant favorablement les idées de 1789, aidé par des liens familiaux, car il était entre autres le beau-frère du philosophe Condorcet. Catherine-Dominique, marquis de Pérignon, avait servi quelques années avant de retourner sur ses terres. De noblesse récente et favorable à 1789, il fut élu député à l'Assemblée.

Parmi les soldats du rang et sous-officiers, Jean-Baptiste Jules Bernadotte était alors le sergent-major « Belle-Jambe », un surnom donné en hommage à ses conquêtes féminines, servant au régiment Royal-Marine. Lui aussi avait pu s'engager dans les troubles révolutionnaires, il en était même à l'avant-garde quand le 7 juin 1788, son unité fut confrontée à la journée des Tuiles : la répression d'une manifestation de rues à Grenoble et considérée comme un des prémices de 1789.

François Joseph Lefebvre fut aussi confronté à l'émeute, en tant que sergent dans les gardes françaises, un régiment qui se révolta et prit part à la prise de la Bastille. Lefebvre toutefois choisit de défendre ses officiers au 14 juillet, et ce avant la dissolution du régiment le 1^{er} septembre. Sous-officiers promus, soldats efficaces et disciplinés, Lefebvre comme Bernadotte n'étaient pas alors considérés comme des esprits turbulents.

Bien opposé était Joachim Murat qui, fils d'aubergiste, s'était d'abord orienté vers le séminaire mais un tempérament affirmé et un goût pour la carrière militaire l'avaient amené à rejoindre un régiment de chasseurs à cheval en 1787. Deux ans plus tard, le voilà exclu pour insubordination. C'était donc un homme récemment expulsé de l'armée qui retournait

dans son Quercy natal, mais n'attendant qu'une occasion pour reprendre l'uniforme ou du moins jouer un rôle actif dans cette période trouble et propice aux gens entreprenants.

Michel Ney s'était engagé dans les hussards à 19 ans pour échapper à la carrière de clerc de notaire, ou des divers emplois que son père tonnelier entendait lui trouver, devenant sous-officier sans s'être fait spécifiquement remarquer. Nicolas Charles Oudinot avait aussi tenté sa chance sous les drapeaux au Médoc-Infanterie et contre l'avis de son père. À la différence du père de Ney, le sien réussit à le faire rentrer dans le foyer familial au bout de trois ans, en 1787. Jean-Baptiste Jourdan, fils d'un chirurgien de Limoges, s'était battu en Amérique en 1778, avait été réformé puis était revenu dans sa ville natale de Limoges où il officiait comme mercier. Claude-Victor Perrin, engagé à 17 ans comme tambour au régiment de Grenoble Artillerie servit pendant 10 ans et obtint son congé en 1791, après un service des plus ordinaires. À l'image de Jean-de-Dieu Soult, sergent en 1791 après six années de service, un fils de notaire engagé comme simple soldat.

La carrière d'André Masséna était déjà plus tumultueuse, lui qui n'était pas Français de naissance. Niçois, sujet du roi de Sardaigne, il s'engagea au régiment Royal-Italien en 1775, âgé de 17 ans et après avoir servi plusieurs années comme mousse sur un navire marchand. En août 1789, il était adjudant et dans ce grade qu'il ne pouvait espérer dépasser dans l'immédiat, il quitta son régiment. Homme entreprenant, jeune marié, il s'essayait alors à la contrebande quand l'ouragan révolutionnaire se rapprocha de son foyer.

Ce cadre de sous-officiers n'attirait pas des hommes d'un tempérament similaire. En effet, guère de points communs entre un Bernadotte discipliné et participant à la répression d'un mouvement de foules et un Murat qui prit part à une mutinerie à Schelestadt et dont les raisons d'entrée au régiment varient selon les biographes mais demeurent toujours rocambolesques. On mentionne une vie dissolue amenant à un impérieux souci d'argent, ou une bagarre avec un condisciple, un certain Jean Arispure, qui l'aurait fait chasser de l'université¹.

1 Jean Tulard, *Murat*, Fayard, 1999, p. 26-27.

Toutefois, ces engagés grimperont les premiers échelons de la carrière et, même en l'absence de combats, en apprendront suffisamment. Sans avoir été formés à un rôle d'officier, ils savaient commander et le rôle de meneur d'hommes ne sera pas oublié dans les années à venir. Les entraves de la société d'Ancien Régime brisées, il appartenait à des hommes nouveaux de se distinguer.

La Révolution a aussi fait naître des vocations, et ce même parmi des hommes que rien ne semblait destiner en apparence à une telle carrière. Guillaume Brune était un étudiant en droit s'étant découvert une passion pour les belles-lettres, travaillant comme ouvrier typographe en 1789 et converti ardent aux idées révolutionnaires. Ce journaliste, l'un des fondateurs du club des Cordeliers, œuvrait alors en militant à plein temps, sans avoir une quelconque expérience militaire au préalable. Il préférait se consacrer à des articles dénonçant les ennemis de la Révolution.

Il en était de même pour Jean Lannes qui occupait une place d'apprenti teinturier, trouvée par son père. Toujours dans le négoce des textiles, Edouard Casimir Mortier était le fils d'un marchand du Nord et député aux États Généraux, ayant reçu une éducation au collège de Douai et comme Louis-Gabriel Suchet, né dans une famille de commerçants lyonnais, investis dans le négoce de la soie. En 1789, Suchet était bien occupé à prendre en main le négoce familial. Jean-Baptiste Bessières officiait comme assistant de son père chirurgien, n'ayant pu toutefois rentrer à l'académie de médecine. Laurent de Gouvion-Saint-Cyr avait surtout cumulé les échecs avant 1792 : peintre raté, comédien angoissé, sa famille comptait son lot de militaires mais il semblait plus attiré par les marbres de Rome – où il avait séjourné 2 ans – que par la rigueur des casernes.

Et il y avait aussi des exceptions, ceux ayant fait un service des plus complets... dans une armée étrangère. Joseph-Antoine Poniatowski était engagé en 1789 dans l'armée d'Autriche, lui-même étant le neveu de l'ultime roi de Pologne, Stanislas II. Les affaires de France étaient encore lointaines pour ce natif de Vienne, fort occupé à combattre les armées de l'Empire russe. Un dernier personnage était des plus singuliers, Charles Pierre François Augereau. Il était un Parisien, pur produit du faubourg

Saint-Marceau, né rue Mouffetard. Fils de domestique, il s'engagea en 1774 pour désertier au bout de quelques années et tenter sa chance dans l'armée prussienne, puis déserta à nouveau, rentrant en France, émigra à Naples où il officia comme maître d'armes et au Portugal avant de revenir dans le royaume. Augereau s'enrôla ensuite au régiment de Clare Irlandais puis aux dragons d'Artois, avant de partir de nouveau pour la Prusse, bien qu'il ait aussi cherché à brouiller les pistes quant à ses véritables affectations et que ses premières années ne soient pas connues avec une entière précision¹.

Sans la Révolution, il est des plus probables que la très grande majorité de ces hommes n'aurait jamais atteint une quelconque célébrité.

C'est en effet dans l'instabilité des années 1789 à 1792 que les premières carrières se forgèrent, et ce de façon accélérée. La guerre intervint sous la pression des Girondins, ces républicains qui dominaient alors l'Assemblée nationale législative et mobilisaient l'opinion publique contre les monarchies d'Ancien Régime, accusées d'accueillir les émigrés royalistes et de tramer des complots contre la jeune Révolution. À l'intérieur, la monarchie était fragilisée depuis la fuite manquée de Louis XVI à Varennes, les républicains se faisant toujours plus actifs dans leurs critiques du roi, qu'ils accusaient de soutenir en secret les contre-révolutionnaires. Dans le même temps, la politique hostile à l'Église catholique, la Constitution civile du clergé de juillet 1790 et la nationalisation des biens de l'Église provoquaient des mécontentements croissants dans l'Ouest. Qu'importe, une guerre pourrait diffuser les idéaux révolutionnaires et unifier la nation contre l'ennemi extérieur, du moins c'était le raisonnement des Girondins. Le 20 avril 1792, l'Assemblée votait massivement la déclaration de guerre à l'Autriche dont le souverain, François, était aussi l'empereur germanique et le neveu de la reine Marie-Antoinette. La guerre de la première coalition commença.

1 Pierre Folliet, *Charles Pierre François Augereau (1757-1816), Le maréchal révolutionnaire de Napoléon*, Nouveau Monde, 2014, p. 39.

CHAPITRE 2

VALMY ET LE CRI DE KELLERMANN

Il y aura le mot de Cambronne mais le 20 septembre 1792, c'est le cri de Kellermann qui fut à l'ordre du jour, celui du « Vive la nation ! » lancé par le général à ses troupes, composées de volontaires repoussant stoïquement assaut après assaut l'infanterie prussienne, la meilleure troupe d'Europe. La République naquit du 21 au 22 septembre 1792 grâce à la journée héroïque, unanimement saluée par les contemporains, de Valmy.

Voici l'image de la bataille, allègrement répétée par l'imagerie républicaine depuis le XIX^e siècle et les travaux de l'historien Jules Michelet, notamment. Elle inspire encore la fiction et les récits sur les débuts de la Révolution. Cependant, cette vision reste une image d'Épinal, embellie selon les circonstances et les récits de chroniqueurs soucieux de présenter la bataille comme le choc entre une jeune armée de volontaires, défenseurs intrépides de la Révolution, et une cohorte de mercenaires, suppôts de l'Europe aristocratique. Or ces apparences sont trompeuses.

À l'été 1792, l'heure était grave pour la Révolution. Après la déclaration de guerre, les espoirs d'une victoire française éclair, accompagnée de soulèvements à l'étranger qui accompagneraient la marche des troupes, apparurent vite comme de dangereuses illusions. Le royaume de Prusse entra en guerre aux côtés de l'Autriche et leurs armées coalisées menacèrent les frontières de l'Est et du Nord. À l'inverse, les rangs de l'armée française étaient considérablement désorganisés avec une majorité d'officiers ayant

émigré. Des milliers d'officiers avaient choisi l'émigration et sans eux, les premiers affrontements montrèrent les limites de la nouvelle armée.

Ainsi au combat de Marquain le 29 avril 1792, à quelques kilomètres de Lille, les troupes françaises se dispersèrent dès les premiers coups de canon face aux Autrichiens. On crut à une trahison, les officiers en subirent les conséquences : le maréchal de camp Théobald de Dillon, avec son subordonné le colonel Pierre-François Berthois, fut massacré par ses hommes.

L'Assemblée fit appel aux volontaires, avec des résultats contrastés selon les régions et leur enthousiasme révolutionnaire. Dans l'Ouest, les signes de mécontentement grandissaient et s'approchaient dangereusement de la sédition contre l'Assemblée, rejoints en cela par l'Alsace et le Midi.

Kellermann lui-même, officier de vieille noblesse d'ascendance saxonne, devant son rang à la monarchie d'Ancien Régime, avait été tenté par le passage outre-Rhin. En 1792 il fit le choix de demeurer en France et fut nommé commandant de l'armée de la Moselle, aux ordres du général Dumouriez ayant autorité sur les armées de Dunkerque jusqu'à Metz. Face à eux le duc de Brunswick marchait sur Paris avec un plan simple : briser les places fortes frontalières puis foncer sur la capitale, où il avait déjà prévenu les Parisiens des représailles à attendre s'ils s'en prenaient à la famille royale.

Le message n'eut pas exactement l'effet escompté. Le 10 août, les insurgés de la Commune de Paris s'emparèrent du palais des Tuileries, les sans-culottes et gardes nationaux y massacrant les défenseurs royalistes. La famille royale était prisonnière de l'Assemblée après la journée, avec un sort des plus incertains. Les révolutionnaires parisiens avaient donc relevé le défi lancé, l'Assemblée faisant enfermer le souverain à la prison du Temple.

Cependant, les désastres se multipliaient : Brunswick s'empara de Longwy le 23 août puis de Verdun le 2 septembre, cette place capitulant sans résistance. La route de Paris était ouverte. Dans la capitale, les massacres de Septembre conduisirent des milliers de prisonniers à être tués par des sans-culottes paniqués et obsédés par la trahison. Le duc avançait donc en espérant étouffer dans son berceau ce foyer de désordres, qui semblait se consumer de lui-même.

Dumouriez choisit de prendre position en Argonne, soutenu par l'armée du général Beurnonville et celle de Kellermann. Avec 50 000 hommes, il avait à présent la supériorité numérique, le contingent de Brunswick ne comportant que 35 000 Prussiens et Autrichiens avec quelques milliers d'émigrés royalistes. Dans leur progression, les Coalisés arrivèrent à tourner l'armée française, si bien que Paris était dans leur dos lorsqu'ils furent au contact des Français. Le 20 septembre c'est par hasard que Kellermann, alors en train de se replier, fut surpris par les avant-gardes prussiennes.

Avec la colline de Valmy au cœur du dispositif, la journée commença par un tir d'artillerie et ce malgré un brouillard qui ne se dissipa que tardivement, rendant la visibilité incertaine. L'échange était soutenu sans être de l'ordre des futures canonnades des conflits napoléoniens ; il n'infligea que des dommages limités dans chaque armée. En début d'après-midi, l'infanterie prussienne tenta l'assaut mais celui-ci était hésitant et insuffisamment soutenu par l'artillerie. Contrairement aux attentes de Brunswick, loin de rompre et de s'enfuir, les Français tinrent et il ordonna l'arrêt de l'assaut avant même qu'il ne soit arrivé à portée de fusil. La canonnade s'arrêta à six heures, sans qu'un des deux camps n'ait pu prendre l'avantage et seulement par pénurie de munitions.

La journée du 20 ne s'acheva donc pas avec une victoire française notable, Kellermann préférant d'ailleurs battre en retraite. Ce n'est que le 29 que Brunswick, en accord avec le roi Frédéric Guillaume, ordonna à son tour le repli et abandonna la Champagne. Contrairement à la quasi-hagiographie qui entourera la journée, dans l'immédiat on ne parla même pas d'une « bataille » à Paris, plutôt d'une « affaire » ou d'une « journée » et sans qu'elle soit associée au lieu de Valmy.

C'est au 22 septembre que l'Assemblée fut mise au fait de l'évènement, d'abord par un rapport de Dumouriez puis grâce à une lettre envoyée par Kellermann et lue dans l'hémicycle. Dans celle-ci, le général restait des plus prudents : il faisait l'éloge de ses hommes mais n'évoquait pas un arrêt des Prussiens. Au contraire, il décrivit son propre mouvement de retrait derrière le cours de l'Auve. La presse parisienne comme les députés n'y accordèrent guère d'importance. Le *Père Duchesne*, virulent organe

de presse de Jacques-René Hébert, l'un des jacobins les plus enragés, critiqua même les généraux issus de l'ancienne armée¹.

Kellermann lui-même ne fut pas mis en avant par cette victoire : Dumouriez en était perçu comme le maître d'œuvre, non pas de la seule bataille mais plutôt de la retraite prussienne commencée à la suite. C'est en effet le repli qui était dans les esprits, car Brunswick signifiait alors qu'il n'est pas en mesure d'écraser la Révolution ; la guerre serait longue. S'il était une bataille célébrée par la République, c'est bien davantage celle de Jemmapes où, le 6 novembre, Dumouriez infligea un sérieux revers à l'armée autrichienne à la frontière du Nord, permettant une première entrée dans les Pays-Bas autrichiens.

Valmy n'avait pas le prestige de Jemmapes. Certes, au sein des républicains, il existait un groupe qui célébrait cette bataille : les partisans de Danton, un proche de Dumouriez... Or le 5 avril 1793, Dumouriez subit une défaite si catastrophique à Neerwinden qu'il trahit et passa à l'ennemi. Pire, il tenta de rallier son armée à lui pour marcher contre le régime avant que ses troupes ne lui tirent dessus, le contraignant à la fuite. Il revint à l'un de ses jeunes officiers d'avoir participé à l'événement, c'était Davout.

Ainsi, le triomphe de Valmy fut très vite souillé par l'opprobre de la trahison. Mais n'était-ce pas malgré tout le moment où le cri de « Vive la nation ! », repris à pleine poitrine par toute l'armée, avait fait plier l'infanterie prussienne en marche par son élan ? Où l'armée d'une monarchie d'Ancien Régime avait été confrontée pour la première fois à l'enthousiasme national ? Il faut noter que, dans le compte-rendu initial de la bataille par Kellermann, il ne mentionna pas ce moment, pourtant le plus emblématique dans les mémoires postérieures du combat.

Le cri de « Vive la nation » n'était pas alors une nouveauté sur le champ de bataille, il était couramment employé depuis le début de l'année comme un moyen de soulager la pression psychique de la canonnade. Kellermann ne l'évoqua pour la première fois que dans des circonstances particulières, celles de son emprisonnement.

1 Elise Meyer, Valmy, « La victoire à contretemps », *Annales Historiques de la Révolution française*, n° 416, 2024, p. 61-63.

En août 1793, il fut ainsi mis en cause par des représentants en mission après avoir montré une clémence suspecte face à la révolte fédéraliste lyonnaise et fut incarcéré pendant plus d'un an, n'étant libéré qu'à la chute de Robespierre. Souhaitant protester de son ardeur patriotique, il travailla alors à un *Exposé de la conduite de Kellermann. Depuis l'année 1790 jusqu'à l'époque de son arrestation au 13 octobre 1793* où il décrit ce moment qui aurait vu l'armée ennemie se figer face à l'enthousiasme suscité dans les rangs par le « Vive la Nation ! » Ce cri de guerre était alors des plus appropriés, et il ne cessera d'être repris comme le moment décisif de la bataille, sans pourtant avoir joué un véritable rôle.

Car Valmy fut avant tout une affaire d'artillerie, ce fut même un engagement peu sanglant par rapport aux hécatombes à venir : 184 pertes prussiennes contre environ 300 françaises.

D'autant plus qu'à rebours de cette vision de nombreuses rumeurs couraient sur les raisons du retrait prussien et elles n'étaient pas élogieuses envers les compétences stratégiques de Kellermann et Dumouriez. Une rumeur particulièrement répandue était celle d'une trahison de Brunswick, qui aurait été – selon les goûts – acheté, voire en collusion maçonnique avec Dumouriez. Le propos fut diffusé en premier lieu par les émigrés français, en colère face au retrait de Brunswick qu'ils estimaient inexplicables. Voué à une certaine postérité chez les contre-révolutionnaires, ce récit ne mettait guère en valeur les qualités martiales républicaines, mais d'autres causes, plus réalistes, sont à mettre en avant.

Les rangs coalisés étaient ravagés par la dysenterie, les pluies abondantes gênaient leurs manœuvres et – peut-être la raison la plus essentielle – ils étaient en infériorité numérique. Celle-ci s'accrut au fur et à mesure de l'avancée dans un pays hostile, alors que Prussiens et Autrichiens n'avaient alloué qu'une part très réduite de leurs forces totales à cette marche sur Paris. Ils ne pouvaient vaincre que si l'armée française se disloquait rapidement et sans une bataille coûteuse en hommes.

Kellermann contribua à sauver la Révolution... en se contentant d'avoir maintenu la discipline de ses troupes, non en exigeant d'eux un courage hors du commun ou en ayant fait preuve de qualités manœuvrières. Enfin, contrairement au récit traditionnel, Kellermann et Dumouriez n'étaient

pas à la tête d'une armée de volontaires inexpérimentés. La majorité de leurs troupes se composait de soldat de métier, seuls 10 % des hommes étaient des volontaires. Ce sont bien les 11 régiments de ligne issus de l'armée royale qui formaient le gros de l'effectif¹.

Après sa libération, Kellermann demeura en retrait, il occupa des commandements sous la République sans livrer une bataille notable et son grand âge le tint à l'écart des affaires militaires de l'Empire. C'est son fils, le général François-Étienne Kellermann, qui se chargea de poursuivre l'œuvre paternelle sous la bannière impériale, se battant de Marengo à Waterloo. Kellermann resta ainsi l'homme d'une bataille et il fut d'ailleurs le seul des maréchaux à recevoir un titre en lien avec un territoire français car le 3 juin 1808, il devint duc de Valmy.

1 Roger Duffraisse, « Valmy, une victoire, une légende, une énigme », *Francia*. 2, *Frühe Neuzeit, Revolution, Empire 1500-1815*, n° 17, 1990, p. 105.

CHAPITRE 3

LES RISQUES DU MÉTIER

Depuis 1792 des promotions faisaient passer, parfois en quelques mois, de simples volontaires à des grades d'officiers supérieurs, aidés en cela par les pertes, l'émigration des cadres ainsi que les purges et arrestations nombreuses. Car l'heure n'était pas sans périls pour ces officiers, non seulement sur le champ de bataille face à l'ennemi mais aussi – et parfois le danger semblait aussi grand – face à leur hiérarchie ou même à leurs propres hommes. Depuis 1789, ces moments de contestation avaient été encouragés par les adversaires de l'Ancien Régime, quand il s'agissait encore de l'armée du roi. L'armée se réorganisait et avec elle les obéissances traditionnelles étaient questionnées. En cas d'émotion populaire, le choix dans l'attitude à tenir amenait son lot de dangers.

Lefebvre, après la dissolution des gardes françaises, avait été versé dans la garde nationale parisienne. Il participa à plusieurs moments à risque, notamment le 18 avril 1791. Alors qu'une foule mécontente bloquait le départ de la famille royale des Tuileries vers Saint-Cloud, Lefebvre s'interposa et fut blessé en les protégeant. Voyons là l'attitude d'un militaire discipliné et courageux et non le reflet de convictions royalistes, car dès son intégration dans une unité de l'armée régulière il se distingua, atteignant le grade de général de brigade en décembre 1793.

Bessières joua aussi un rôle dans une journée révolutionnaire, à savoir le 10 août. Son travail au cabinet paternel lui avait permis d'être

bien identifié parmi les notables de Prayssac. Par ce gage de notabilité il participa à l'élaboration des cahiers de doléances en 1789, avant de devenir le commandant en second de la garde nationale de la ville. Avec un de ses compatriotes de département, Murat, il fut choisi pour intégrer la garde constitutionnelle succédant aux gardes du corps du roi.

C'était alors le début d'une amitié de longue date, un partenariat solide qui perdura sous l'Empire et ce en dépit d'opinions politiques et de tempéraments qui n'étaient pas semblables. En effet, cette garde fut vite taxée de royalisme exacerbé et dissoute le 29 mai 1792. Murat n'avait guère goûté à l'expérience, ayant démissionné au bout de quelques jours. Il alla même plus loin en témoignant contre elle et il contribua de la sorte aux accusations des jacobins visant cette institution, qui n'était selon ses dires qu'un foyer contre-révolutionnaire.

À l'inverse, Bessières fut un membre enthousiaste¹, il rejoignit nombre de ses camarades en montrant une digne loyauté envers son souverain. Ils ne se dispersèrent pas et conservèrent, même après la dissolution, un certain esprit de corps. En retour, la haine manifestée par les sans-culottes à leur égard ne faiblit pas, car on les soupçonnait de constituer une forme de réserve que pourrait utiliser le roi contre les Parisiens. Sans être cette garde prétorienne décriée, ils demeuraient royalistes et beaucoup étaient présents le 10 août. Ils se battirent aux côtés des gardes suisses, gentils-hommes et autres protecteurs du palais des Tuileries.

Lorsque les sections parisiennes s'engouffrèrent dans le bâtiment et massacrèrent ses occupants, Bessières était là. Il ne prit pas une part active aux affrontements mais il agit pour sauver le plus grand nombre des occupants, notamment des suivantes de la reine². Cette attitude chevaleresque fit de lui un individu recherché, il dut se cacher plusieurs mois chez le duc de La Rochefoucauld pour échapper aux poursuites et, décidant sagement de se faire oublier, quitta la capitale vers la province.

1 Alexandre-Claude Cornède-Miramont, *Vie du maréchal Bessières, duc d'Istrie*, Veuve Richard, 1845, p. 13.

2 Jean-François Brun « Bessières », dans François Houdecek (dir.), *Maréchaux d'Empire. La gloire pour destin*, Passés Composés, 2023, p. 198.

En novembre, il s'engagea dans la légion des Pyrénées, combattant à la frontière espagnole.

Au printemps 1793, la jeune république était dominée par la Convention qui avait succédé à l'Assemblée nationale. Le roi fut exécuté le 21 janvier, presque toute l'Europe était alors en guerre contre la France où la Terreur devint progressivement à l'ordre du jour. En juin, les Montagnards renversèrent les Girondins à la Convention et poursuivirent une politique intransigeante, en renforçant encore les effectifs de l'armée par la levée en masse d'août. Dans un climat de suspicion et de querelles intestines, le nombre de suspects s'accroissait considérablement. Dans l'armée, le nombre de « ci-devant » d'origine noble faisait d'eux des cibles toutes désignées ; cependant, les accusations pouvaient tout aussi bien concerner d'autres officiers supérieurs jugés peu enthousiastes pour les œuvres de la Convention, ou bien vaincus au combat.

Les revers de fortune furent plus ou moins longs selon les hommes, non à cause d'une activité réellement séditeuse – l'accusation était très vite lancée dans ces mois révolutionnaires – mais pour une large part du fait des circonstances. Sérurier se retrouva ainsi privé, brièvement, de son grade de colonel du 70^e de ligne en septembre 1792 puis arrêté, avant de récupérer son poste le mois suivant. Il semble qu'il ait été fort tenté d'imiter les anciens de son régiment en émigrant. Par la suite, ses quartiers de noblesse ne lui gagnèrent pas que des amis chez les représentants en mission. Au plus fort de la Terreur, il fut mis en cause à plusieurs reprises et brièvement arrêté à l'occasion. Les origines de Davout lui valurent également des ennuis. Pourtant, s'il fallait bien trouver un « ci-devant » ayant rompu avec l'Ancien Régime, Davout en était le meilleur modèle.

Après sa démission contrainte de l'armée, ce révolutionnaire rejoignit un bataillon de volontaires de l'Yonne en septembre 1791 : une semaine après son arrivée, il y était élu lieutenant-colonel. S'illustrant sur le front du Nord, remarqué par ses supérieurs, et intransigeant dans ses convictions révolutionnaires, il devint général de brigade en juillet 1793. Il avait 23 ans. Dans l'Ouest, il se distingua encore et le grade de général de division lui fut proposé. Le département de Vendée, une partie de la Bretagne et les zones limitrophes s'étaient soulevés contre la République, pour la défense

de la royauté et de la foi catholique. Un général divisionnaire compétent était le bienvenu dans ce théâtre d'opérations où nombre d'officiers républicains étaient incompetents et enchaînaient les déconvenues.

Et pourtant... Davout refusa ce nouveau grade. La cause de ce refus n'est pas claire, entre modestie et crainte d'attirer sur lui l'attention dans cette période incertaine. Car la Convention menait activement la chasse aux nobles encore présents dans l'armée. Malgré ces précautions il fut arrêté puis relâché en mars 1794, alors que l'apogée de la Terreur se rapprochait. Sa famille lui avait été d'une aide très diverse : sa mère était en effet accusée de communiquer avec des émigrés mais en retour, il avait toujours son ami Turreau. Celui-ci avait divorcé et n'était donc plus son beau-père, les liens entre eux demeuraient pour autant solides. Ce député et général joua donc de son influence en sa faveur. Turreau s'était surtout « illustré » dans l'armée républicaine en ordonnant aux « colonnes infernales », une soldatesque pillarde, de brûler et massacrer les civils vendéens sans distinction à compter de janvier 1794. Il ne fut jamais inquiet pour cela. Davout attendit la chute de Robespierre pour rejoindre le service et à présent, il n'était pas près de le quitter.

Quant à Berthier il avait lui aussi souffert de ses origines... comme de sa compétence. Observateur avisé, dessinateur de talent, cet officier accueillit avec enthousiasme la Révolution malgré sa carrière et ses titres. S'il approuvait les idées nouvelles, il n'en était pas moins intransigent envers les désordres qui en résultaient, une attitude qui lui valut de sérieux ennuis.

Le lendemain de la prise de la Bastille, il devint major général de la garde nationale de Versailles, un poste hautement sensible car il en allait de la sécurité du roi. Les 5 et 6 octobre, il était présent lors de la marche des Parisiens sur Versailles et s'opposa à la proposition du lieutenant-colonel Leconte, futur député, de forcer les gardes du corps du roi à porter la cocarde tricolore¹. Ses relations avec ses subordonnés, alors qu'il prit le commandement de la garde en 1790, se dégradèrent

1 À Bachelin, *Prince et Duc souverain de Neuchâtel, Prince de Wagram, Maréchal de France : La Principauté De Neuchâtel (1806-1814) Et Le Bataillon De Neuchâtel : notice historique*, S. Delachaux, 1863, p. 2.

vite. On l'accusait d'être très modérément favorable aux « patriotes » et les journaux républicains de Paris en firent une cible de choix après une initiative des plus réussies.

En effet les tantes du roi, Madame Adélaïde et Madame Victoire, se préparaient à l'émigration depuis leur château de Bellevue, ce avec l'accord du souverain. Berthier, mis dans la confiance, fit en sorte de détourner les soupçons et dans la nuit du 19 février 1791, elles s'enfuirent vers l'Italie. Alors que les rumeurs de ce départ se répandirent vite, une foule se rassembla devant le château en exigeant de connaître le sort des tantes royales. Berthier, commandant un détachement, leur apprit le départ et n'évita que de peu un sac du château face à la colère suscitée.

Devenu ainsi un ennemi des républicains intransigeants, sa nomination à l'état-major des 1^{re} et 16^e divisions militaires visait à l'écarter d'une trop grande attention publique, qui commençait à devenir dangereuse. Il avait l'appui de La Fayette mais l'étoile de ce dernier palissait face aux républicains et il s'exila après le 10 août. Berthier obtint malgré tout le grade de maréchal de camp le 22 mai après avoir été nommé chef d'état-major de l'armée du Nord, une nouvelle reconnaissance de ses capacités. Face à l'invasion, Berthier ne cessait de dénoncer dans des rapports au ministre de la Guerre l'incurie et la désorganisation dans les rangs, qui menaçaient la survie même de l'armée dans les semaines initiales du conflit.

C'était là un réflexe patriotique : il voulait alerter, appelait à redresser la situation, s'insurgeait. En retour, on l'accusa d'être un traître. L'Assemblée le destitua le 10 août, et ce malgré le soutien public de son chef, le maréchal Luckner, qui écrivit aux parlementaires pour le défendre. Le général Custine, son ancien commandant aux Amériques, intervint aussi auprès du ministre de la Guerre, peine perdue, car la peine ne changea pas.

Il fallut donc que Berthier gravis de nouveau les échelons pour revenir dans les bonnes grâces des parlementaires de la Convention. En 1793, il se portait volontaire dans les armées de l'Ouest, alors que la situation se détériorait en Vendée et que des unités étaient envoyées de toute la France pour combattre ce soulèvement royaliste. Ses capacités étant ce qu'elles étaient, il devint – une nouvelle fois – chef d'état-major du général Biron. Il se battit à Saumur, rendit compte à la Convention

de la gabegie qui régnait et reçut en retour sa destitution. Les armées républicaines de Vendée étaient alors dans un état d'indiscipline avancé mais surtout le théâtre ouvert des rivalités entre partisans de Robespierre, de Danton, des Girondins et ceux d'Hébert. Or, la franchise lui créait de nouveaux ennemis. Beaucoup se défiaient d'un officier ci-devant dont la science militaire tranchait avec l'amateurisme ambiant, il dut encore abandonner son poste.

Sa disgrâce n'était pourtant que temporaire, contrairement à d'autres personnes dans son entourage qui n'eurent pas cette chance. Custine fut guillotiné le 28 août 1793, Biron le suivit le 31 décembre et Luckner le 4 janvier 1794. La faveur républicaine se perdait vite, la « Marseillaise » avait ainsi pour titre originel « Chant de guerre pour l'Armée du Rhin, dédié au maréchal Luckner ».

CHAPITRE 4

LA RÉPUBLIQUE PRÉSERVÉE : JOURDAN À FLEURUS

À Jemmapes, la République avait lancé son offensive au cœur des Pays-Bas autrichiens. Cependant la défaite de Neerwinden le 18 mars 1793 entraîna l'évacuation de cette conquête. Jusqu'au printemps 1794, la situation sur le front du Nord resta incertaine.

En juin, Jean-Baptiste Jourdan faisait face, avec la réunion de l'armée de la Moselle, des Ardennes et de certaines troupes de l'armée du Nord au prince de Cobourg, commandant l'armée autrichienne. Sur les autres fronts, la situation n'était pas plus sûre mais elle profitait à la République grâce aux dissensions entre les Coalisés. La flotte était si affaiblie qu'elle ne pouvait empêcher le blocus de la Royal Navy britannique, le gouvernement de Londres contribuant aussi au financement des États contre-révolutionnaires. Dans les Pyrénées et les Alpes, les Coalisés n'étaient plus en mesure d'envahir le territoire et en juillet 1794, le général Dugommier s'empara même de Saint-Sébastien. Sur le Rhin, la Prusse se désengageait, donnant la priorité au partage de la Pologne en cours et à la répression de la révolte patriotique de Tadeusz Kosciuszko, qui éclata en mars 1794. La situation s'était donc améliorée depuis 1793 et l'encerclement initial.

Le 18 juin Jourdan passa donc à l'offensive, franchit la Sambre et commença le siège de Charleroi avec les 75 000 hommes à disposition.

De son état de mercier en 1789, il était vite devenu lieutenant de la garde nationale, son statut d'ancien combattant d'Amérique n'ayant pas été oublié, puis capitaine, avant d'être élu lieutenant-colonel d'un bataillon de volontaires de la Haute-Vienne. Nommé général de division en juillet 1793 il se battit avec succès à Wattignies, les 15 et 16 octobre, tout en bénéficiant d'une supériorité numérique importante sur l'ennemi.

Ce républicain de cœur, jacobin revendiqué, connut lui aussi son moment de disgrâce car il s'était fait du représentant, et membre du Comité de Salut Public, Lazare Carnot un ennemi. Carnot, un des fondateurs de l'armée révolutionnaire, n'était pas un ennemi à sous-estimer. À Wattignies, les deux s'étaient affrontés sur la stratégie à tenir et la rivalité n'en resta pas là. Carnot porta l'accusation devant le Comité de Salut Public en janvier 1794 si bien que Jourdan fut, temporairement, renvoyé dans sa mercerie avant un rappel.

Face à Cobourg, il s'était déjà essayé à le surprendre en traversant la Sambre. Cette manœuvre avait d'abord été un échec, car Cobourg réagit fermement et après le 16 juin, Jourdan dut évacuer. Qu'à cela ne tienne, le général républicain ne s'avouait pas vaincu et il occupa de nouveau ces positions deux jours plus tard. La garnison autrichienne de 2 800 hommes à Charleroi tenait pour le moment, espérant des renforts. Or, Cobourg était surpris et son armée comptait seulement 45 000 soldats, il décida de reprendre les dispositions qui avaient conduit Jourdan à retraiter quelques jours plus tôt. Mais pour que le plan réussisse, il comptait sur une longue résistance de la ville... et celle-ci montrait les premiers signes de vacillement.

Dans l'armée française, Saint-Just était venu en personne pour raviver l'ardeur combative dans les rangs et effacer les moindres sentiments associés à du défaitisme. Il n'était d'ailleurs pas contre quelques exécutions pour montrer l'exemple. Le 25 il obtint la reddition de Charleroi, la garnison ignorant que l'armée de délivrance était sur le point de rentrer en contact avec elle. Cobourg prépara donc son offensive en pensant qu'une partie de l'effectif de Jourdan était toujours bloquée face à la ville.

Jourdan n'entendait pas répéter la mauvaise surprise du 16 mais son pari était risqué. La victoire sur Charleroi avait été une question

d'heures car dès le 26 à 3 heures du matin, les premiers affrontements eurent lieu. Soult était de la partie, adjudant général et rattaché à la division de Lefebvre qui occupait le centre du dispositif. Il parle dans ses mémoires des heures à venir comme du combat « le plus acharné que j'aie vu de ma vie », où les coalisés avancèrent en cinq colonnes sur les positions françaises.

Le plan de Cobourg était simple : une attaque générale pour entamer le dispositif de Jourdan dans son ensemble en espérant qu'il cède à un endroit, puis exploiter la percée. Le général français avait disposé l'armée en demi-cercle, ayant eu le temps d'établir certains travaux de retranchement. Sur le flanc gauche, la position française des généraux Duhesme et Montaigu fut rapidement en difficulté, ce dernier devant retraiter derrière la Sambre. La situation s'aggrava même avec la colonne du prince d'Orange qui menaçait de traverser le ruisseau du Piéton. Toutefois Kléber réussit à l'arrêter, notamment grâce à l'action de Bernadotte. Celui-ci de sergent en 1789 était devenu officier en 1792, prenant le commandement de la 71^e demi-brigade en mai 1794. Son action fut essentielle pour tenir le passage, recevant l'éloge de Kléber.

À droite également, la journée commença mal, Lefebvre reculant et abandonnant le village de Fleurus puis il se retira sur Lambusart tandis qu'à sa droite, Marceau était aussi en mauvaise posture avec un premier moment de flottement parmi ses hommes, conduisant à un repli en hâte vers 11 heures. Cependant Marceau réussit à les rallier. Leur retraite avait permis au général autrichien Beaulieu de traverser la Sambre, mettant en danger Lefebvre. La bataille gagna en intensité dans la matinée et jusqu'en début d'après-midi, où les assauts autrichiens se poursuivirent. Lefebvre, à partir des positions de Lambusart et Capinaire, tenait sa position, empêchant la colonne ennemie de pénétrer dans la trouée qui s'était formée entre lui et Marceau. Face à lui se trouvait également l'archiduc Charles, un général de talent.

Le combat en était alors au début de l'après-midi. Lefebvre résistait toujours depuis Campinaire et Lambusart et dans ce village, les avant-gardes autrichiennes commençaient à prendre pied. La retraite n'était pas envisageable, le champ de bataille restait néanmoins confus, d'autant